

L'ÉPIDÉMIE COVID-19, UNE NOUVELLE ÉTAPE DES POLITIQUES DE LA VIE.

DOI: 10.7413/18281567225

di **Jean-Jacques Wunenburger**

Université Jean Moulin, Lyon 3

The Covid-19 epidemic, a new stage of politics of life.

Abstract

The question of biopower, brought up by Michel Foucault, does not only concern a historical stage in the development of neo-liberal political rationality, but concerns the very question of the essence of politics, which has generated various responses since Greek thought. The laws underpinning the *Kallipolis*, outlined by Plato, in fact represent an early biopolitical model, which extends and develops in modernity, enshrining the priority of public health and consequently implementing an ever tighter politicisation of life. The handling of the Covid-19 epidemic in Europe and around the world opens up a new picture of biopower, fostered by the current socio-economic conditions, which reveals in democratic societies an ultimate transformation of public health and medical anthropology with unexpected outcomes.

Keywords: biopower, politics of life, collective imaginary, democracy, public health

Tout être vivant est soumis aux variations du normal et du pathologique. La communauté des vivants comme personnes humaines a inventé la médecine, comme ensemble de techniques de guérison, mutualisées, réciproques, entre individus libres (soigné–soignant), inspirés par la bienfaisance, la compassion, l'altruisme. Mais qu'advient-il lorsque la communauté sociale vulnérable aux maladies invente une nouvelle organisation, l'Etat, l'instance du politique, qui met en rapport des individus devenus citoyens sous l'autorité d'un gouvernement. En quoi le pouvoir politique prend-il en charge la santé du peuple? Qu'advient-il de la médecine privée dans la sphère publique? Qu'en est-il de la

«santé publique»? S'agit-il d'une amélioration de la médecine privée, ou d'une substitution avec ses bénéfices et risques, ou d'une emprise excessive, dangereuse du collectif sur la liberté?

Le politique provoque une double rupture du contrat social: d'une part, la société politique constitue elle-même un corps, métaphore¹ de sa vitalité propre, qui implique que le corps politique lui-même (et pas seulement l'individu qui le compose) est exposé à la maladie et à la santé. La politique devient par métaphore une forme de médecine de la société ; d'autre part, l'Etat sain pratique à son tour un contrôle médical effectif de la société pour assurer sa propre santé, viabilité, vitalité, qui peut entrer en conflit avec le souci individuel de se soigner par liberté. On va donc transférer la médecine privée à l'échelle collective de l'Etat, qui doit veiller à la santé des populations et donc de la totalité des citoyens.

Comment penser ce double rapport à la santé: soit le politique laisse chaque citoyen libre de son corps, sans lui imposer de contrôle ni de normes (modèle libertaire où l'Etat assume le minimum de missions²) ; soit il prend totalement en charge l'individu comme citoyen en le soumettant à une politique sanitaire et hygiéniste (le politique devient une science de la vie et pas seulement des volontés et des intérêts, rendant possibles les Etats utopiques et totalitaires depuis Platon), soit on invente une division du travail, une frontière, qui garantit le droit à la liberté individuelle de se soigner, tout en autorisant l'Etat à imposer des conditions générales partagées de santé (régime mixte néo libéral, hybride), dont les territoires respectifs restent toujours à fixer. On voit donc que la question du «bio-pouvoir», récemment remis en scène par Michel Foucault, ne concerne pas seulement un stade historique du développement de la rationalité politique néolibérale, mais se confond avec la question même de l'«essence» du politique, qui a engendré des réponses variées et antagonistes depuis la pensée grecque ancienne.

1. Le modèle de la santé publique: la gouvernementalité des corps

La transformation de la médecine comme relation interindividuelle entre patient et soignant, en médecine d'Etat est inséparable de l'émergence de l'utopie politique antique, c'est-à-dire de la

¹ La métaphore du corps appliquée à l'Etat va entrer en concurrence au début de l'ère moderne, avec celle de la machine, ensemble de mécanisme artificiels, devant régler les processus spontanés de la vie..

² Voir F.A. Hayek, *La route de la servitude*, PUF, 2013.

recherche d'un modèle idéal d'une société parfaite où les normes de santé, pureté, hygiène sont transportées et appliquées à la tête du corps politique (prince, magistrat). En ce sens les propositions de Platon sur les lois qui doivent régir la Cité idéale (*kalipolis*) constituent un prototype de modèle biopolitique, critiqué plus tard par son disciple Aristote au nom de la démocratie. Platon le premier propose en effet d'introduire un communisme des biens et des personnes dans la famille, de sélectionner les êtres «bien nés», ancêtre de l'eugénisme, positions qui seront reprises au XXème siècle par les théoriciens du régime totalitaire nazi.³ «L'idéologie du national-socialisme allemand a trouvé chez Platon moins un modèle téléologique de société parfaite qu'une stratégie pour favoriser la constitution d'une société organique, purifiée de tous ces éléments indésirables. Il n'est pas étonnant que plusieurs théoriciens germaniques de l'eugénisme (Lebensborn, qui auraient pu trouver une justification de leur programme dans l'idéologie américaine du début du siècle (Galton , etc) ont cherché plutôt leur modèle dans le platonisme antique. Hans Gunthner ⁴ recommande ainsi de s'inspirer de Platon parce qu'il a su fonder un État «libre raisonnable et uni» (*Lois*, 693) sur la sélection de lignées aristocratiques par le recours à l'eugénisme. «C'est en tant qu'idéaliste que Platon veut une sélection conditionnée non par le libre choix des époux mais par l'idée et en vue de produire le modèle physique et spirituel de l'homme parfait de sa race pure ... Après Platon on ne peut plus qualifier de bon l'État qui protège seulement les frontières, la culture et le bien-être, mais uniquement celui qui protège aussi la pureté de la race». Un thème identique est repris, par exemple, chez C. Mäder, pour qui «la conception de Platon n'est pas une utopie mais est réalisée par nous allemands nationaux-socialistes»⁵

En effet pour Platon, «pour l'éducation de la société militaro-politique (gardiens et magistrats, archontes et auxiliaires): les habitants, destinés à devenir le parangon de bons citoyens, doivent être sélectionnés (*République*, 423d) et pris en main par des législateurs et éducateurs qui leurs font partager et transmettre une culture commune (*République*, 425a). À cette fin l'éducation des enfants, prise en charge dès leur naissance par la collectivité, suit un plan de formation uniforme (pour les

³ Voir JJ.Wunenburger, «Platon ancêtre du totalitarisme? Quelques interprétations contemporaines» in A .Nesche Hentsche (dir) in *Images de Platon et lectures de ses œuvres* , Ed Peters, 1997.

⁴ Hans Gunthner, *Platon, gardien de la vie* (1928), traduit sous le titre *Platon, eugéniste et vitaliste*, Pardès, 1987.

⁵ C. Mäder, *Plato and wir*, cité dans Marguerite Tête «Le totalitarisme de Platon» in *Bulletin de l'association G. Budé*, 1954, n°2, p 57.

deux sexes), avant que chacun ne se voie attribuer qu'une et une seule fonction propre (*idios poion*) dont l'exercice prend des formes spécifiques selon chaque classe d'âge. Le corps et l'âme sont soumis à des exercices et à des épreuves qui sont tous dirigés vers l'assimilation des seules références morales. L'éducation de l'âme est donc une véritable édification qui ne peut recevoir qu'une seule nourriture spirituelle, soigneusement triée et adaptée par les Maîtres de la Cité. C'est pourquoi Platon soumet notamment la culture artistique à la censure politique et recommande le recours à des techniques de persuasion clandestine, qui peuvent aller jusqu'à la ruse et au mensonge (*République*, 389b, 424b). Autrement dit, il ne s'agit pas seulement de pousser les hommes à se soumettre par raison aux lois, mais il s'agit encore de leur faire intérioriser les formes légales et les contenu normatifs par des techniques proches de la propagande (*Lois*, 723a). Quant aux membres de la cité qui du fait de malformations physiques ou d'inaptitude morale risquent de corrompre l'éducation de tous les autres, Platon recommande de les éliminer physiquement ou de les bannir de la cité. Comme le dit le législateur dans les Lois «quiconque a reçu la garde d'un troupeau (Berger, bouvier, éleveur de chevaux ou toute autre personne de ce genre) n'entreprendra jamais de s'en occuper avant d'avoir purifié chaque troupeau par l'espèce de purification qui lui convient. Séparant les bêtes qui sont saines de celles qui ne le sont pas, celles qui sont de bonne race de celles qui ne le sont pas, il renverra les secondes dans d'autres troupeaux et il s'occupera des premières en considérant qu'il serait vain et inutile de faire des efforts pour un corps et pour des âmes que leur naturel et un mauvais élevage ont corrompu et qui en outre ruinent ce qu'il y a de sain et de bon dans les mœurs comme dans les corps de chacune des bêtes du troupeau et qu'il serait fatal de ne pas purifier le troupeau dont il a présentement la garde. ... lorsqu'il s'agit des hommes il est du plus sérieux intérêt pour le législateur de rechercher et d'exposer avec soin il convient de faire en chaque cas pour cette purification comme pour les autres mesures à prendre (*Lois*, 735 a et b).

Mais cette filiation d'une idéologie étatiste sur les vivants, est généralement mal interprétée. En fait Platon ne l'applique qu'à la classe militaire de la population (gardiens (*phylax*) de la cité) passage obligé de la formation de la classe dirigeante. L'emprise biocratique sur la cité ne s'applique d'abord qu'aux citoyens en armes (par conscription, ou de métier, voire mercenaires), parce que l'Etat y concentre et y exerce le droit archaïque de l'autorité politique, le droit de vie et de mort. Le soldat est

le citoyen qui accepte la mort pour défendre la cité et donc se soumet aux normes de santé qui lui permettent d'être un agent pour la mort (héros)⁶.

Malgré cette élaboration d'une citoyenneté guerrière, qui s'enracine dans une maximisation des forces vitales, Platon n'a pas encore la tentation de l'étendre à la totalité de la cité (régie par en son temps par une tri fonctionnalité, qui distingue travailleurs défenseurs, et gouvernants⁷) ni de soumettre le «souci de soi» à la norme sanitaire de l'Etat. L'étape suivante de la modernité (analysée par Michel Foucault) étend donc l'exigence de la santé à la totalité du corps social: en période de danger maximal (épidémie) ou à propos de la condition laborieuse (celle des travailleurs), dont la santé conditionne le rendement industriel puis capitalistique. L'Etat moderne englobe alors dans sa rationalité une gestion sanitaire qui va culminer avec l'injonction salutaire: «surveiller et punir», exclure, enfermer. La modernité va alors instituer la priorité faite à une santé publique qui contrôle et corrige les corps et les âmes⁸.

2. Les domaines intrusifs de la politisation de la vie.

Cette intégration de la surveillance et des médications des pathologies des populations par un Etat souverain obéit à une organisation et planification largement étayée par des arguments rationnels, qui en justifient l'utilité et le bien fondé⁹. L'Etat n'a pas seulement à exercer des responsabilités régaliennes (police et armée, justice et droit, fiscalité) mais doit s'immiscer dans la santé au delà des volontés individuelles pour garantir la santé du corps collectif entier. Cette intervention apparaît comme concentrée à trois moments de la vie:

- La naissance: face à la démographie spontanée guidée par les tendances sexuelles, l'Etat veut corriger par son autorité politique la reproduction naturelle, en la contrôlant voire la programmant pour la maximiser: ainsi il peut imposer aux relations sexuelles des moments favorables (*kairos*) du point de vue cosmologique (astrologie- chez Campanella), des rites sexuels (contraception,

⁶ Il n'est pas étonnant que les obligations vaccinales dans beaucoup de pays s'adressent en priorité aux soignants et aux soldats.

⁷ Voir G. Dumézil, *Mythe et épopée. L'idéologie des trois fonctions dans les épopées des peuples indo-européens*, Gallimard, 1968.

⁸ Voir la montée en Europe de l'hygiénisme dans le monde industriel du XIXème siècle: Gérard Jourland, *Hygiène et salubrité publique en France au XIXème siècle*, Gallimard, 2020.

⁹ Cette idéologie est déjà préparée par la littérature utopienne depuis la Renaissance (Campanella)

planning familial) et en cas d'échec, inciter à éliminer les excédents (du genre féminin par exemple) ou des jeunes enfants mal nés (handicapés). L'infanticide peut devenir ainsi une pratique individuelle autorisée ou recommandée par l'Etat (Rome). Plus récemment la procréation médicalement assistée (PMA), générée par les progrès de la maîtrise de la fécondation, donne naissance à de nouvelles législations permissives sur des formes de reproduction émancipées des modèles traditionnels. Si l'Etat n'impose pas de modèle de famille, sa volonté de multiplier les modèles d'union illustre l'immixtion croissante du bio-pouvoir dans la société actuelle (voir l'enfant unique dans la Chine maoïste).

- la mort: il s'agit là de maîtriser la mort en la contrôlant, en en diminuant l'agonie, en la provoquant et en l'accéléralant. Si des individus, groupes ou communautés ont toujours encadré les personnes mourantes dans leurs vécus, dans le monde contemporain c'est bien l'Etat qui institue des législations autorisant de nouvelles normes sur les fins de vie. Tel est le cas des lois sur l'euthanasie active, sur le suicide assisté, sur la fin de vie sans acharnement thérapeutique, etc.
- au fil de la vie: l'Etat impose de plus en plus des normes d'hygiène et de prophylaxie lors des épidémies, organise une assistance médicale pour les démunis et vulnérables, impose des examens de santé collectifs (dépistage, prévention), prévoit des sanctions et répressions des états déviants ou morbides (drogues, tabagisme), etc. L'individu est donc de moins en moins libre de veiller à sa santé, de choisir des conduites de vie, et doit se soumettre à des règlements coercitifs. Tel est devenu le cas de la vaccination, qui est imposée comme une obligation aux citoyens, surtout enfants, au nom d'un intérêt collectif, de la protection de la santé du plus grand nombre¹⁰.

Ces pratiques impliquent:

- que le politique s'étende à présent à une compétence médicale: ainsi advient le règne du prince-médecin, ou du médecin qui usurpe l'autorité du prince, ouvrant ainsi la porte à une confusion des statuts et des rôles.
- la collectivisation des sujets vivants: le corps de chacun ne lui est plus «propre» (une «possession» garantie par les droits de l'homme), mais se voit soumis à une étatisation des corps,

¹⁰ Voir le dossier in Frédéric Orobon, *Santé publique et liberté individuelle*, Paris , La fondation Varennes, 2013.

qui appartiennent donc à l'Etat: exemple à l'occasion des dons d'organe, lors des greffes, il faut en France, exprimer préalablement son refus du don car il est considéré comme un droit de l'Etat. Donc le politique entraîne une délégitimation de l'individualité incarnée, une limitation des Droits de l'Homme, au nom d'un droit de l'État à exercer sa souveraineté sur les corps¹¹. La question est alors de savoir en quoi cette raison d'Etat sur les corps (sain ou malade) est fondée. N'y a-t-il pas confusion dans la rhétorique sociale entre une obligation juridique (avec des mesures de sanctions professionnelles graves, en cas de refus) et une obligation morale liée aux devoirs de soumission à un «intérêt général», qui n'est qu'une solidarité morale sans sanction. La protection sanitaire de la société ne peut être un «droit de l'homme», qui ne s'applique qu'à la personne ou au citoyen et pas à la société, parce qu'elle n'est pas un être juridique. Lors de la crise sanitaire du COVID19, cette injonction morale de se faire vacciner, de facto, relève plus d'un égoïsme (elle protège le vacciné tout en maintenant un risque de contagion d'autrui) que d'un altruisme (de toutes manières peu valorisé par l'air du temps adonné au primat des intérêts individuels). Si le motif majeur de la vaccination est d'assurer une bonne gestion des hôpitaux, il est surprenant que l'Etat lui-même ait renoncé à garantir la santé publique en affaiblissant, par une logique néo libérale, encore davantage la capacité hospitalière (suppression de lits et de postes). L'Etat moralisateur n'aurait-il pu se montrer exemplaire au lieu de contraindre le citoyen seul à réguler les hôpitaux? D'autre part, si la vaccination collective est tenue pour liberticide par certains, c'est moins peut-être parce qu'elle exige une limitation de la liberté individuelle, inscrite dans les Droits de l'Homme, que parce qu'elle entraîne des formes agressives voire non démocratiques de l'autorité: violation fréquente du secret médical (par accident ou par décret), simulation possible du consentement du patient (en l'absence d'informations claires et loyales, qui sont pourtant disponibles auprès des laboratoires), discrimination et stigmatisation des citoyens non vaccinés (passe sanitaire), risque d'une obligation contraignante voire policière souhaitée par certains, développement de traçages et de surveillance numériques qui peuvent être détournés à terme de leur application momentanée et spécifique, etc.. Il n'est pas étonnant que

¹¹ Voir Claire Crigon et Marie Gaille, *A qui appartient le corps humain? Médecine, politique et droit*, Les Belles lettres, 2004.

se développe chez certains un devoir de «désobéissance civile» allant jusqu'à la falsification des documents sanitaires.

3. Le paroxysme de biopolitique contemporaine: le Covid et la santé totale.

La gestion de l'épidémie Covid 19 en Europe et dans le monde a fait apparaître un nouveau tableau totalitaire du bio-pouvoir en rendant opérationnelle une réticulation privé-public hygiéniste. Celle-ci est favorisée par des conditions socio-économiques nouvelles:

- Nouveauté de la montée en puissance de l'industrie pharmaceutique privée qui dicte sa logique productiviste au politique: contrat global européen, conflit d'intérêt entre parties prenantes, création (expérimentale) de marchés et de ressources capitalistiques. L'obligation sanitaire est une forme d'investissement financier lucratif privé, sur fond d'influences et de corruption fréquentes¹²;
- Nouveauté du capitalisme de surveillance facilité par des technologies de traitement de «big data» (Microsoft détient les fichiers de santé des français mis à disposition par l'Etat), de contrôle des risques et comportements, de traçage et profilage. Cette orientation a permis de développer une médecine numérique, qui échappe dès lors au contrôle individuel. Ainsi se développe une télé-médecine sans contact, qui va déshumaniser l'art du soin et transférer des techniques de prévention et de soin à des algorithmes et des plates-formes numériques.
- Avancée du mouvement du transhumanisme: il désigne un mouvement capitalistique qui ne veut pas seulement soigner occasionnellement mais transformer à l'aide des biotechnologies, de l'informatique et des nanotechnologies le vivant en modifiant ses propriétés: le rendre invulnérable, plus performant, immunisé devant la maladie et même la mort. Les actuels programmes transhumanistes d'origine américaine, deviennent une véritable idéologie-mythologie scientifique qui veut mettre les NBIC au service d'une nouvelle espèce mutante¹³. Non seulement il s'agit de raffiner les performances du vivant par des connexions et des

¹² Parmi un grand nombre de témoignages: Robert F. Kennedy, *Anthony Fauci, Bill Gates, Big pharma, leur guerre mondiale contre la démocratie et la santé publique*, Résurgence, 2021. Laurent Mucchielli, *La doxa du Covid*,

¹³ Le transhumanisme date des années 1980 lors de la gestation d'un mouvement à Los Angeles (Max O'Connor, puis Nick Bostrom et James Hughes.). Il est né de la convergence des NBIC et veut progressivement teinter ses objectifs d'un prophétisme eschatologique: une humanité heureuse et pacifiée.

prothèses, mais il sera possible à terme de remplacer le cerveau biologique par une Intelligence artificielle (IA), qui elle-même connectée et interconnectée assurerait des fonctions de développement des vivants humains et autres, sans échecs ni violences ni inégalité. Le transhumanisme non seulement parie sur la substitution à la complexité du vivant des performances complexes des machines, mais il charge ces biotechnologies, et ces androïdes, de réaliser des fins précédemment attendues par des humains, mais qu'ils ne pouvaient atteindre. L'homme bionique est donc présenté comme une des figures d'accomplissement du désir humain, mais sans recourir aux attributs limités de l'homme. Ainsi passe-t-on d'un humanisme accompli à un humanisme dépassé, l'intervention artificielle étant destinée à remplacer le vivant. Dans les expressions les plus prophétiques le transhumanisme prédit et promet la disparition de la mort et l'accès de l'homme à l'immortalité. "On ne peut pas vivre en un meilleur temps qu'aujourd'hui ou la mort est, ou sera bientôt anéantie pour un certain nombre de personnes privilégiées qui se seront vouées, consacrées à l'anéantir ou pour les bien nantis de la planète». [Death is obsolete](#). C'est le titre d'une œuvre de Andy Walker, un ami intime de David Bunnell, fondateur de PC Magazine, PC World et MarWorld¹⁴. Si les courants dominants demeurent dans un héritage démocratique voire libertarien, il est à craindre que les performances attendues de cette prise en main scientifique des vies individuelles ne favorise in fine des programmes hybrides (Etat et entreprise, société de conseils et industriels) qui encadrent et gèrent (sur le modèle du «management») la vie des populations.

Ainsi la première pandémie du XXIème siècle a permis d'assister à la première mise en place mondiale d'un biopouvoir à tendance totalitaire. Dès le printemps 2020, à la suite des réponses chinoises à la première épidémie à Wuhan, au fur et à mesure de sa diffusion internationale, les autorités sanitaires et politiques ont imposé un peu partout dans le monde une réponse standardisée face aux virus agressifs des épidémies: identifier et isoler l'infecté (Identifier, tracer, soigner). Les instances de santé mondiale (OMS), les institutions de santé publique nationales, les ministères de santé ont incité les gouvernements à prendre des mesures coercitives et à mobiliser tous les services des Etats pour la lutte contre cette menace, plus ou moins dramatisée, et au prix d'une crise

¹⁴ cité dans *Encyclopedie.homovivens.org*

économique au coût vertigineux (sans éviter dès le début des cacophonies d'évaluations, des recommandations, d'évaluations et de pronostics). Au niveau de chaque Etat, la politique gouvernementale s'est souvent réduite à cette unique intervention et anticipation: protéger à tout «prix» (à tous les sens du terme) les personnes du mal, suspendant ou marginalisant toutes les autres missions même régaliennes (Bien des réformes, des lois ont pu ainsi être votées et promulguées sans bruit, bénéficiant de l'angle mort de l'actualité sanitaire, répétée de manière lancinante). Quant à la recherche scientifique sur les remèdes, anciens ou nouveaux, elle a mis aux prises des expériences plus ou moins bien menées, non sans a priori, créant souvent un fossé entre l'urgence du soin aveugle et une rigueur du savoir, repoussé aux calendes grecques.

Cette situation de crise a fait cependant apparaître des aspects inédits qui conduisent à des évolutions imprévues et inquiétantes:

- L'arrivée subite dans le contexte épidémique des industries technologiques informatiques, déjà en attente d'une opportunité pour prendre en charge le traitement numérique de la vie collective (les annonces de Bill Gates). Pourquoi ne pas utiliser la pandémie pour accélérer la constitution des «big data» (GAFAM) à partir de l'état de santé de la population et ne pas étendre la captation de données à chaque individu (sain ou malade) par le biais de téléphones mobiles et de plateformes pour le suivi de la menace? L'épidémie est devenue rapidement un terrain d'application, plus ou moins réussi, de l'é-santé et de l'intégration des vies privées dans des réseaux mondialisés de données (Les données des laboratoires médicaux sont toutes centralisées et même mises à disposition à l'international, sans consentement des patients, constituant une violation du secret médical). Certains n'ont pas manqué de signaler la concomitance de cette arme sanitaire avec les projets de grande «transformation sociale» post-épidémique évoqués dès 2019 lors de rencontres des cercles de Davos sur le «Great reset».
- L'industrie pharmaceutique mondialisée, se voyant de plus en plus limitée dans ses innovations de molécules, déjà aux coûts exorbitants, a pressenti le marché vaccinal comme une voie inattendue de relance pharmaceutique (Bill Gates, OMS). Même s'il est difficile, pour l'instant, de prouver une intervention intentionnelle dans le surgissement du Covid (Wuhan, mais peut-être ailleurs?), la contagiosité galopante a permis aux laboratoires de se lancer le grand défi, jamais réussi encore, de produire des vaccins nouveaux en des temps records pour centrer toute

la lutte contre le virus sur le seul remède, le vaccin, agent de résistance immunitaire. Dès la fin de 2020 les autorités publiques (même européennes), dépassées par la crise, inquiètes des coûts de la crise se sont collectivement (spontanément ou par suite d'ententes corporatives?) ralliées à ce choix, à signer de gros contrats anticipés (avant toute expérimentation complète et avant autorisation de mise sur le marché), à mettre en place une unique logistique, la vaccination progressive de toute la population (avec des extensions variables allant jusqu'aux jeunes enfants, dont l'innocuité n'est pas établie). Les imprécisions, variations voire contradictions constantes de recommandations (période entre deux doses, nombre de doses, populations prioritaires, mélange de vaccins ou non, facteurs de risque ou de protection comme les résus sanguins, etc.) ont varié au gré des situations et périodes, installant une confusion déroutante dans les esprits, que l'on ne pouvait masquer qu'en lui opposant l'urgence salvatrice de l'acte de vacciner.

- Enfin le monde de la médecine qui avait depuis des décennies ouvert la voie à une pratique moins mécaniste, plurielle, holistique, intégrative, douce, etc. sur fond d'une critique des abus des technologies high tech et des remèdes synthétiques, souvent très nocifs, s'est vue réduit au silence par des lobbys de la médecine scientiste, réductionniste, en attente peut-être de reconquête voire de revanche épistémologique. Cette corporation, influente par tradition, a trouvé dans la solution de l'extermination d'un virus un modèle de médecine rationnelle, unidimensionnelle, et dans le vaccin l'agent local et ponctuel d'une présumée victoire de la raison sur la vie. Si les conflits médiatisés entre chercheurs et médecins, plus ou moins compétents, qui ont aidé au scepticisme ambiant, ont parfois été attisés par des querelles d'égo, de clans, d'intérêts financiers, ils ont surtout été en fait des querelles de conceptions de la médecine elle-même. Si la lutte contre un virus peut sembler pouvoir se réduire à une pure réponse biologique (génétique, aux dernières nouvelles), à vérifier dans le temps- rien ne devrait pourtant interdire à une médecine du soin pragmatique, de proposer des stratégies complémentaires autres que vaccinales, ce qui a généralement été «interdit» par une alliance biologico-politique de nature idéologique au plus haut niveau dans certains pays.
- Technologie numérique, «big pharma» et scientisme médical ont ainsi imposé aux politiques une réponse unique, au prix de conditions préalables inouïes: anticipation d'achats mondiaux pharamineux en situation expérimentale, sans que les laboratoires n'assurent l'assurance les dégâts collatéraux, et obligeant les parties prenantes à acter une absence de thérapies (en fait

imposée par décret pour laisser la voie libre aux seuls vaccins), développement d'un contrôle social numérisé, ouvert à toutes les extensions futures Le groupe Thalès en France est en cours de recherches de ces nouvelles extensions, imposition coercitive d'un traitement médical au nom d'un sacrifice de l'individu au bien commun présumé. Cette alliance dominante repose cependant sur une série de censures, mensonges, abus de pouvoir, qui ont souvent rendu la population réticente, sceptique, voire résistante à la gestion. Alors même que les données cliniques imprévues dues au nouveaux variant montraient les failles des vaccins voire l'inanité de certaines mesures prises (confinement, couvre-feu, interdiction d'activités selon des critères sans raison, malgré les précautions appliquées- gestes barrières-etc), la gestion médico-politique adoptée restait assénée avec rigidité et arrogance.

Le bilan provisoire de l'épidémie (2020-2022) du Covid19 fait apparaître une transformation silencieuse de la santé publique et de l'anthropologie médicale propre aux sociétés démocratiques:

- formation d'une santé publique mondialisée (via l'OMS), co-dirigée par des groupes financiers oligarchiques (de Pfizer à Black rocks), soumettant les populations à des systèmes de confinement, de protection (masque) et plus récemment de vaccination, en provoquant une peur panique. Ce programme a été largement précédé de simulation voire de préparation dans les cénacles internationaux mondialistes (Oligarchie réunie à Davos). A titre d'illustration, Mehdi Belhadj Kacem rappelle ainsi le lien avec le forum économique mondial de Davos, financé par les mille plus grandes fortunes du monde. «Or on y trouve l'omniprésent Bill Gates, et le gourou oligarchique Klaus Schwab ; Sarkozy y reçut sa formation, ainsi que Macron ; Véran lui-même est passé par là, et aussi, il y a bien plus longtemps, Merkel ; on y trouve aussi bien Ozdemir, ministre fédéral de l'agriculture allemande, que Trudeau, le tyranneau canadien pleurnichard; Zuckerberg, que tout récemment Thunberg ..; l'atroce première ministre néo-zélandaise Ardern, et l'abominable australien Howard, principal promoteur de l'idée du masque obligatoire, ..; le dr Gupka, correspondant médical en chef de la très propagandiste CNN (la chaîne de Bill Gates), ou Benioff, le propriétaire du Times (et, plus généralement, tous les principaux directeurs des médias oligarchiques occidentaux); Larry Page, cofondateur du très contrôlé Google, et, bien entendu, l'insubmersible Kissinger; il y a les représentants de la Deutsche Bank, de la General Motors, et de... Mac Kinsey ; enfin, *last but not least*, on y croise, par le plus inouï des "hasards

objectifs”, comme disaient les surréalistes, le PDG de Pfizer, ainsi que celui de Moderna»¹⁵. Il cite aussi des révélations financières en chaîne d’Olivier Cabanel (La pandémie sort du puits) qui précise que «Les masques commencent à tomber! Le laboratoire biologique chinois de Wuhan appartient à GlaxoSmithKline, qui possède Pfizer, celui qui fabrique le vaccin contre le virus qui a commencé au laboratoire biologique de Wuhan et qui a été financé par le Dr Fauci qui fait la promotion du vaccin! GlaxoSmithKline est géré par la division financière de Black Rock qui gère les finances de l’Open Foundation Company (Fondation Soros), qui gère la société française AXA. Soros possède la société allemande Winterthur, qui a construit un laboratoire chinois à Wuhan et a été rachetée par l’allemand Allianz, qui a comme actionnaire Vanguard, qui est actionnaire de Black Rock, qui contrôle les banques centrales et gère environ un tiers du capital d’investissement mondial. Black Rock est également un actionnaire majeur de Microsoft, détenu par Bill Gates, qui est actionnaire de Pfizer et est maintenant le premier sponsor de l’OMS! »¹⁶ ;

- Au-delà de ce système opaque mais efficient, fomenté par une oligarchie financière, pharmaceutique et médicale, internationale ont fait irruption des effets collatéraux en série sur les populations traitées, de plus en plus massifs et inquiétants. L’opération de santé publique se révèle cause de nouvelles pathologies et de morbidités de la santé publique (effets mortifères des vaccins);
- Ce système a favorisé voire encouragé des formes massives de corruption des autorités médico-politiques, et des conflits d’intérêt des décideurs (les choix de santé publique relèvent d’intérêts privés plus que d’un intérêt général) ;
- La politique vaccinale a suscité des formes de répression aveugle et disproportionnée (comme dans le modèle chinois) et de fascisme haineux en Italie, USA, dont on peut esquisser un florilège etc.: «Je souhaite vous (les “non-vaxx”) voir tomber comme des mouches», Andrea Scanzi, journaliste. «Je suis très démocratique: camps d’extermination pour ceux qui ne veulent pas se faire vacciner», Giuseppe Gigantino, cardiologue ; «La solution: camps d’extermination et chambres à gaz », Marianna Rubino, médecin. «Des wagons séparés dans le train pour les non-vaccinés», Mauro Felicori, chargée de la culture de la région Émilie-Romagne. «Qu’ils soient

¹⁵ Mehdi Belhadj Kacem, *Lettre à Alain Badiou*, France-soir du 18 mars 2020.

¹⁶ Idem.

comme des rats enfermés à la maison et assignés à leur domicile», Roberto Burioni, virologue; «Les gens non vaccinés, il faut qu'ils portent un panneau à leur cou, cela nous permettra de les éviter», Angelo Giovannini, maire»¹⁷.

Ainsi on vient d'assister à l'émergence d'une nouvelle utopie, nommée «Great reset (Davos)»¹⁸, autour d'un Etat mondial virtuel, sans frontière, sur fond d'une politique de Gestion (Management, gouvernance) des corps et des esprits qui veut annihiler toute liberté individuelle dans le souci de soi d'un vivant.

¹⁷ Idem.

¹⁸ Klaus Schwab et Th. Malleret, *Covid 19. La grande réinitialisation*, Forum publishing, 2020.



Sesto San Giovanni (MI)
via Monfalcone, 17/19



& Ass. AlboVersorio Edizioni
Senago (MI)
via Martiri di Belfiore, 11

© Metabasis.it, rivista semestrale di filosofia e comunicazione.
Autorizzazione del Tribunale di Varese n. 893 del 23/02/2006.
ISSN 1828-1567



Quest'opera è stata rilasciata sotto la licenza Creative Commons Attribuzione-NonCommerciale-NoOpereDerivate 2.5 Italy. Per leggere una copia della licenza visita il sito web <http://creativecommons.org/licenses/by-nc-nd/2.5/it/> o spedisci una lettera a Creative Commons, 559 Nathan Abbott Way, Stanford, California 94305, USA.